

ELISABETH GUIGOU

Présidente de la Commission des Affaires étrangères de l'Assemblée nationale

Marie-Roger Biloa, présidente, The Africa International Media Group

Last but not least, Elisabeth Guigou is a former member of the French Parliament and several times a minister. You are probably aware that, for outsiders, France appears as an Africa specialist, a sort of godfather, even more than Britain, which was equally a colonial country. When President Hollande receives calls for help from African countries like Mali, Niger and so on, he is at great pains to get Europe involved. What do you think? Are there better ways to get them involved in the process?

Elisabeth Guigou, présidente de la Commission des Affaires étrangères de l'Assemblée nationale

C'est une question très importante, à laquelle je vais répondre d'ici un instant, mais d'abord je voudrais dire à quel point je suis heureuse de participer à une table ronde majoritairement féminine. C'est une amélioration plus que bienvenue par rapport à ce que nous avons vu plus tôt aujourd'hui et j'espère que les choses vont continuer dans ce sens.

Il était essentiel et urgent que la France intervienne militairement au Mali. Ce n'était plus qu'une question d'heures. Sans ces frappes militaires sur la colonne de djihadistes qui menaçaient de prendre Bamako, la capitale, on aurait aujourd'hui un État islamiste en plein cœur de l'Afrique. Tout aussi important : si nous sommes intervenus en Centrafrique, c'est pour éviter un génocide. Là aussi, c'était une question d'urgence. Il faut dire aussitôt que jamais une intervention militaire n'est la solution. Ce n'est qu'une intervention d'urgence et la vraie solution est toujours politique et appartient d'abord au gouvernement et aux habitants des pays concernés. Quand je dis que la solution est politique, cela inclut évidemment la question du développement, j'y reviendrai dans un instant. Maintenant, est-ce qu'il y a eu suffisamment d'appui des pays européens dans ces interventions ? Pour ma part, je ne trouve pas anormal que la France soit intervenue en premier. Tout simplement parce qu'elle a des liens particulièrement forts avec ces pays d'Afrique de l'Ouest en raison d'un passé heureusement révolu, celui du colonialisme. Au Mali, la force européenne qui forme l'armée malienne a obtenu des résultats. Mais, il est vrai qu'il y a une disproportion. Il faut que l'Europe prenne davantage conscience que ce qui se passe au Sahel met sa sécurité en jeu. J'espère qu'au fur et à mesure que grandira cette prise de conscience – encore insuffisante à nos yeux – augmenteront encore davantage l'implication européenne, lorsqu'elle sera nécessaire, et surtout les différentes formes d'aide de l'Europe à l'Afrique. Je pense qu'il nous faut une nouvelle stratégie européenne vis-à-vis des pays du sud de la Méditerranée et d'Afrique.

C'est sur ce point que je voudrais insister, parce que je suis très heureuse qu'il y ait un autre regard, beaucoup plus positif – on en a eu des témoignages avec les interventions précédentes – qui se porte sur l'Afrique. Il y a évidemment un potentiel formidable, auquel nous sommes nombreux à croire, pour que l'Afrique soit le continent émergent du XXI^{ème} siècle. D'ailleurs, il y a déjà des pays « émergés » en Afrique du Nord, et heureusement, cher Youssef Amrani. En même temps, il ne faut pas fermer les yeux sur la réalité. Je crois que Nathalie a eu raison de souligner, même brièvement, certains points. Le principal problème est celui du développement, de l'emploi des jeunes. Le chômage des jeunes est un cancer. C'est d'abord un scandale moral parce qu'on sacrifie des générations. Ensuite, il est socialement dangereux, car cette situation fait le terreau de tous les extrémismes, en plus d'être évidemment une aberration économique. On retrouve aussi ce défi en Europe ; la France n'a pas à pavoiser avec ses 25 % de chômeurs chez les jeunes. En Afrique, d'après ce que je peux voir, l'ampleur du phénomène pose un véritable défi pour tous les pays. C'est la question majeure du développement. Il me semble que, pour combler l'écart qui existe entre le développement potentiel de l'Afrique – phénoménal – et le développement réel – encore insuffisant –, Africains et Européens, car nous sommes le principal voisin, ont encore des efforts à faire.

En Afrique, il me semble qu'il y a deux défis à relever. D'abord la gouvernance, et cela a été évoqué. Comment se décline-t-elle ? Sécurité des investissements, un état de droit digne de ce nom, des secteurs éducatif et sanitaire qui puissent soutenir le développement humain. Il est essentiel de s'intéresser davantage aux moyens dévolus à l'éducation. Dans les pays qui l'ont fait depuis longtemps, à l'instar de la Tunisie, l'éducation des jeunes et des femmes est une des raisons de leur succès, qui reste à consolider. Concernant la santé, si, dans trois pays, Ebola a pu se développer de la sorte, c'est aussi en raison de l'absence de structures sanitaires ; un médecin pour 100 000 habitants au Libéria, ce n'est pas possible au XXI^{ème} siècle. Les critères cités par Nathalie sur la gouvernance sont très intéressants et il faut continuer à y travailler.

Le deuxième défi est, me semble-t-il, celui de la coopération intrarégionale en Afrique. Youssef Amrani ne me démentira pas quand je dirai que le coût du non-Maghreb est considérable. Qu'il y ait encore une frontière fermée entre l'Algérie et le Maroc est aberrant. On a chiffré les pertes annuelles en termes de croissance. On en connaît la raison : le Sahara. Il faudra tout de même surmonter cela. Les sociétés civiles se connaissent et coopèrent. Je crois d'ailleurs beaucoup à cela. Il est également vrai que la coopération régionale à l'intérieur de l'Afrique existe et que des institutions fonctionnent. Mais je pense, malgré tout, qu'on pourrait mieux faire.

Du côté des Européens, je crois qu'il faut changer de regard et changer de stratégie. On a besoin de prendre conscience en Europe que nous avons avec l'Afrique des complémentarités qui sont une richesse formidable. Nous sommes un vieux continent; ils sont jeunes. Nous avons encore une avance technologique mais cela ne durera pas toujours. Il faudra être prêts à la partager parce que nous avons besoin des matières premières qui se trouvent justement en Afrique. Il y a surtout, et j'insiste, des complémentarités humaines formidables. Nous avons la chance d'avoir une diaspora africaine chez nous et une diaspora européenne en Afrique. Nous pourrions faire beaucoup plus avec ce que je considère être un atout décisif.

Nous avons aussi des défis communs à relever. Depuis la question de la croissance, dont le potentiel est formidable, jusqu'à l'enjeu du chômage des jeunes, dont je parlais il y a un instant. La sécurité est également un défi que nous devons relever ensemble. Il y a aussi la question du climat. Il n'y a pas un continent davantage menacé que l'Afrique par la désertification, et qui connaît déjà le drame des guerres de l'eau et des réfugiés climatiques. Voyez l'exemple de la guerre du Soudan. Nous-mêmes, Européens, avons commencé à en prendre conscience.

Nous devons tous faire ensemble. Cela veut dire qu'il faut un partenariat solide. Vous disiez tout à l'heure, Madame, qu'il fallait évidemment tourner le dos au colonialisme ou au néo-colonialisme. Je plaide pour l'instauration d'un véritable partenariat d'égal à égal entre Européens et Africains autour d'un concept qui commence de plus en plus à émerger, celui de coproduction. Cela signifie, bien sûr, faire du commerce, mais au-delà de cela, il faut qu'il y ait des investissements croisés et un partage de la valeur ajoutée. La valeur ajoutée est aujourd'hui fractionnée. On produit un peu partout. Donc il faut arriver à organiser cela, comme d'ailleurs les pays d'Asie ont très bien réussi à le faire. J'espère que l'Europe arrivera à dire « on a besoin de construire une verticale Europe-Méditerranée-Afrique ». Cela ne signifie pas qu'on s'éloigne des accords multilatéraux. Je crois, au contraire, que c'est très complémentaire, que pour cela il faut considérer les pays du sud de la Méditerranée comme un pivot entre l'Europe et l'Afrique subsaharienne. C'est exactement ce que vous avez dit, cher ami, tout à l'heure. Le Maroc se tourne vers l'Afrique de l'Ouest, son sud, pour toutes sortes de raisons : des liens dynastiques anciens – le voyage du roi du Maroc au Mali a été triomphal –, les exigences du développement et de sécurité. L'Algérie, quant à elle, fait une médiation utile au Mali, mais aussi en Libye. J'espère d'ailleurs qu'on parlera de la Libye dans les échanges de tout à l'heure ; c'est tout de même la préoccupation majeure de tous ceux qui s'intéressent à la sécurité en Afrique, parce que c'est un foyer de trafics de toutes sortes – d'êtres humains, de drogues, d'armes –, et un arsenal à ciel ouvert que personne ne contrôle. La Tunisie peut jouer, me semble-t-il, un rôle important, car les Tunisiens ont une intimité avec la population libyenne. Cela devrait leur permettre d'aider Bernardino Leon dans ses efforts de médiation, qu'il conduit pour les Nations unies, afin de rapprocher les parties prenantes du conflit libyen.

Je pense qu'on a besoin en Europe de repenser notre politique de voisinage et de développement. Plutôt que de coupler voisinage et élargissement – comme si être voisin de l'UE impliquait un projet d'adhésion –, on repense notre voisinage et les nouveaux modes de développement centrés autour de ce partenariat d'égal à égal et de cette verticale Europe-Méditerranée-Afrique. Elle n'est évidemment pas exclusive de liens que l'Afrique peut entretenir avec d'autres



puissances – c'est bien normal. Elle nous stimulera davantage, nous Européens, pour diversifier notre façon de faire en Afrique, tout comme l'Afrique doit diversifier son développement économique.

Marie-Roger Biloa, présidente, The Africa International Media Group

Merci beaucoup Madame Guigou. Vous avez bien fait de parler du climat et des changements climatiques qui affectent aussi beaucoup les relations entre les pays du Nord et les pays africains. Il l'exclusivité de la Corée.